

90%

C'est le taux d'urbains européens exposés à une pollution aux particules, et à l'ozone dépassant les niveaux recommandés par l'OMS, d'après l'Agence européenne de l'environnement.

«Nous avons beaucoup de gaz naturel, une production à échelle industrielle de gaz de schiste n'a donc pas de sens.»

Alexandre Novak ministre russe de l'Energie reflétant la position de son pays qui dispose de gisements importants de gaz de schiste (8000 milliards de m³, soit quinze ans de production)

LES GENS



ANGELA AHRENDTS TOMBE DANS L'APPLE

E-LUXE

Apple est une marque de luxe qui recrute dans le luxe. Angela Ahrendts, la directrice générale de la marque d'accessoires britannique Burberry, va rejoindre la firme californienne au premier semestre 2014. Elle endossera le rôle de vice-présidente senior en charge des magasins et des ventes en ligne, sous les ordres du PDG, Tim Cook. Son profil a tapé dans l'oeil du patron d'Apple. Et pour cause: 40% des investissements de Burberry en marketing et communication vont au «digital». Ce n'est pas la première fois que la pomme débauche dans le luxe. En juillet, Apple avait déjà recruté l'ex-PDG d'Yves Saint Laurent Paul Deneuve pour prendre en charge les projets spéciaux dont l'iWatch. Avec un prix minimum de 669 euros pour le dernier iPhone 5s, Angela Ahrendts ne devrait pas être dépaylée.



LE CERVEAU QUI MURMURAIT À LOREILLE DE L'HÉLICO

DRONE

Attention, voici le Puzzlebox Orbit, un drone piloté par la pensée. La vice-présidente en charge des opérations de la société californienne Puzzlebox, Avary Kent, le présente ici, le 16 octobre à Los Angeles, affublée du casque sans lequel l'engin resterait inerte. Pas vraiment discret, ce dispositif digne d'un film de SF, mais il paraît que ça marche...

FREDERIC J. BROWN AFP PHOTO

ENTREPRENEURS-SALARIÉS: COMME DES POUSSINS, MAIS SEREINS

TENDANCE

«C'est un fantasme des pouvoirs publics d'affirmer qu'on peut s'inventer entrepreneur du jour au lendemain. Depuis la création du statut d'auto-entrepreneur en 2008, nous jouons le rôle de voiture-balai et récupérons les déçus», dit Olivier Jouan, gérant de la coopérative d'activités et d'emploi (CAE) parisienne Port parallèle. Comme une centaine de structures en France, il propose une alternative pour goûter à l'entrepreneuriat en limitant les risques. Le principe: ces Scop d'un genre particulier, divisées en quatre thématiques (généraliste, bâtiment, culture et services à la personne) permettent de monter une société sous le statut d'entrepreneur salarié.

Solo. Comme celui d'auto-entrepreneur, il concerne les personnes qui veulent démarrer une activité en solo, sans être sûres de leurs perspectives, mais les membres d'une CAE sont bien plus protégés. Salariés en CDI, ces graines de patrons conservent tous leurs droits sociaux (congés payés, assurance-maladie, chômage) et lisent leurs revenus à l'année. «L'entrepreneur-salarié se

met dans une situation réelle de création d'entreprise, raconte Félicie Domène, présidente du réseau national Coopérer pour entreprendre. Il facture, paie la TVA et les charges sociales, pas l'auto-entrepreneur. Dans une CAE, l'activité globale (recettes et dépenses) est prise en compte et la rémunération est calculée sur le résultat d'exploitation. Pas chez les auto-entrepreneurs incités à travailler au noir pour récupérer une partie des frais qu'ils ont avancés de leur poche.» Pour elle, l'auto-entrepreneuriat serait donc soit «de la bidouille», soit une piste à explorer pour un salarié qui souhaite un complément d'activité, voire un étudiant et un retraité.

Le réseau des CAE, qui existe depuis 1999, s'est confronté plusieurs fois aux pouvoirs publics espérant obtenir une clarification légale de son statut. C'est enfin inscrit dans la loi Hamon sur l'Economie sociale et solidaire qui sera débattue en novembre au Sénat. «Nous avons bousculé le droit du travail», se réjouit Félicie Domène, qui espère séduire 40 000 nouveaux adeptes. Son argument massue: la qualité de l'accompagnement des entrepreneurs-salariés. Les

CAE forment les entrepreneurs à la gestion, mettent à leur disposition un comptable, aident à la commercialisation des produits, etc. Autant de connaissances nécessaires à partir d'un certain volume d'affaires. «En plusieurs années, j'ai monté des SARL et SAS dans la formation et le numérique, elles se sont toutes cassées la figure. Ici je suis plus efficace et serein», explique Alain Dejour, associé de la CAE Avant-Premières dans les Côtes-d'Armor. **Fléaux.** Les membres de ces Scop bénéficient de la stature d'une entreprise de plusieurs millions d'euros de chiffre d'affaires pour démarcher les banques ou faire pression sur les mauvais payeurs, fléaux pour les auto-entrepreneurs. Même dans le numérique, des start-upers hébergés chez Port parallèle ont été convaincus. Ces dispositifs paient: 80% des entreprises indépendantes créées à l'issue de ces parcours sont pérennes. Avec la réforme du statut d'auto-entrepreneur annoncée pour janvier par la ministre de l'Artisanat et du Commerce, Sylvia Pinel, quelques-uns des 900 000 «poussins» se laisseront peut-être tenter.

LÉA LEJEUNE

POUR UN HUMANISME NUMÉRIQUE

EN HAUT DE LA PILE

Par JEAN-CHRISTOPHE FÉRAUD

«Qu'est-ce que le numérique?» peut-on lire sur la couverture de cet opuscule de 54 pages. Le livre de Milad Doueïhi n'a pourtant rien d'un «Que sais-je?» conçu pour le savoir-vite. C'est un essai ambitieux qui tente de répondre à la question de Badiou: «De

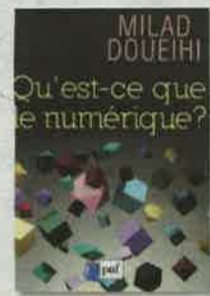
quoi le numérique est-il le nom?»

Philosophe et historien des religions, l'auteur s'est délibérément affranchi de l'aspect technique de la question pour se

concentrer sur l'essentiel: la formidable «transformation culturelle induite par le numérique» qui s'accomplit sous nos yeux. Le code informatique, «agent et vecteur de cette nouvelle civilisation» fondée sur le calcul, rompt avec notre rapport historique à l'écriture et aux pratiques lettrées. Il fragilise nos traditions juridiques et bouleverse les modèles politiques et économiques de l'ancien monde, explique Milad Doueïhi. De gré ou de force: car «l'informatique a cette propriété d'encourager le passage et l'expression de toute activité en ses propres termes». Ce qu'on appelle numérique opère donc une rupture historique avec l'humanisme classique.

D'où l'absolue nécessité de penser un nouvel «humanisme numérique». Titulaire de la chaire sur les cultures numériques à l'université La-

val du Québec, Milad Doueïhi s'y essaie sans technophobie. Au contraire: si la machine peut faire rêver, «c'est bien l'homme qui rêve», écrit-il. Le numérique permet à la fois l'échange de tous les savoirs et la redécouverte de «quelque chose d'essentiel qui a été occulté: la culture est avant tout partage». Le code est donc «un être culturel», «un fait social total».



Pour preuve, si l'informatique est en train de réécrire notre monde dans la langue du calcul, la machine normative ne prend pas forcément le dessus: «Le numérique est un écosystème habité

par des identités polyphoniques capables de produire des comportements contestataires», assure l'auteur. Les Anonymous en sont un bon exemple. Sur les réseaux sociaux ou Wikipedia, le numérique construit aussi «un nouvel imaginaire» et une «confiance sociale» inédite. Mais une menace plane sur l'ère numérique: les transhumanistes veulent «effacer l'héritage des Lumières» au nom d'un nouvel âge d'or fondé sur le mariage de l'homme et de la machine. Pour Doueïhi, il est donc «crucial d'opposer l'humanisme numérique aux prophètes d'une nouvelle posthumanité». Et le numérique doit être le nom «d'une nouvelle éthique». Un essai essentiel pour mesurer les enjeux de civilisation portés par la «conversion» numérique. ◆

«Qu'est-ce que le numérique?», de Milad Doueïhi, PUF, 7€.

L'INITIATIVE

UNE STARTUP AU CHEVET DE MON SMARTPHONE

TÉLÉPHONIE

Le prix des smartphones ne cesse d'augmenter et les forfaits sans engagement se multiplient: c'est le constat de Damien Morin, fondateur de Save My Smartphone. Cette start-up propose aux particuliers de réparer leur appareil en vingt minutes dans sa boutique parisienne. Les grands groupes peuvent envoyer leurs mobiles dans son atelier de Boulogne (Hauts-de-Seine). Le service coûte deux fois moins cher que chez le constructeur. Cette TPE au chiffre d'affaires prévisionnel de 300 000 euros vient concurrencer le réseau de franchisés Point service mobiles.